



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 494 – 2 juin 2023

❖ Régional

Les pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel réaffirment leur engagement à améliorer l'accès aux engrais

Les 30 et 31 mai 2023, les représentants de 17 pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel ainsi que les partenaires régionaux, techniques et financiers se sont réunis à Lomé afin de définir une feuille de route sur les engrais et la santé des sols. Pour rappel, la région dépend des importations d'engrais, dont les prix ont fortement augmenté ces dernières années, avec un impact sur la sécurité alimentaire. Les acteurs privés et les partenaires au développement ont également réaffirmé leur volonté à accompagner les Etats. De nouveaux projets en ce sens sont déjà prévus, comme le projet NutriSource au Togo. Aussi, la Banque mondiale a annoncé 1,5 Md USD supplémentaires dans l'agriculture d'ici 2024, faisant passer ainsi ses engagements à 5,5 Mds USD, qui permettront d'améliorer la santé des sols et de renforcer le secteur des engrais. Les Pays-Bas ont également annoncé 100 M EUR pour soutenir le secteur en Afrique de l'Ouest au cours de la prochaine décennie. Les Etats et les organisations régionales ont adopté une déclaration portant sur une série d'objectifs et de mesures, dont (i) l'élimination progressive des droits de douane et taxes sur les engrais, (ii) la création du Comité ouest-africain de contrôle de la qualité des engrais, (iii) la mise en place de mécanisme de financement et de partage des risques en faveur du secteur des engrais.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,5 Md USD

Le montant additionnel que souhaite engager la Banque mondiale pour renforcer l'accès aux engrais en Afrique de l'ouest et au Sahel

4 pays d'Afrique de l'ouest souhaitent faire converger leurs cadres légaux sur le transport routier

Le 25 mai 2023, les Ministres chargés du transport et du commerce du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo ont tenu une réunion à Niamey sur la déclaration quadrilatérale de convergence du cadre légal du transport routier dans le cadre de la future Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf). Les 4 pays devraient à l'avenir procéder de manière concertée à la révision de leurs cadres réglementaires des transports des marchandises et éventuellement des personnes afin de faciliter les échanges et favoriser leur développement.

❖ Bénin

Hausse des prix de l'essence de contrebande en provenance du Nigéria

Avec l'arrêt des subventions aux carburants au Nigéria, le prix de l'essence de contrebande a

fortement [cru](#) au Bénin. En effet, de nombreux Béninois utilisent de **l'essence de contrebande** achetée à bas prix au Nigeria et revendu sur le marché noir par des réseaux de trafiquants. Par conséquent, **l'augmentation des prix au Nigeria s'est répercutée sur le coût de l'essence de contrebande locale**. Cette dernière est passée de 450 - 500 FCFA (0,69 - 0,76 EUR) le litre le 31 mai à 600 - 700 FCFA (0,91 - 1,06 EUR) par endroit le 1er juin. Les conducteurs se sont donc massivement tournés vers les stations-services, qui se sont rapidement trouvées en rupture de stock au cours de la journée. A noter que **l'essence est vendue dans les stations-service au prix de 650 FCFA (0,99 EUR) le litre**.

🍷 Burkina Faso

Signature de 3 accords d'un montant total de 460 M USD avec la BM

Le 29 mai 2023, le **Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective** et la représentante résidente de la Banque mondiale (BM) [ont conclu](#) 3 accords de prêts pour un total de 460 M USD. Le premier est relatif au Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les Services de base (PREGOLS) qui financera à hauteur de 150 M USD plus de 30 communes situées dans 9 régions en vue de l'amélioration de la fourniture de services publics et la performance institutionnelle de ces entités publiques. Le second accord porte sur un financement de 160 M USD, destiné au **Projet d'appui à l'entrepreneuriat, au développement des compétences et à l'adoption technologique (PAEDCAT)** qui a pour objectifs, entre autres, **l'assainissement de l'environnement des affaires, d'accroître l'accès au financement des PME et de promouvoir l'employabilité**. Enfin, le troisième accord, d'un montant de 150 M USD, est relatif lui au **Projet de résilience et de compétitivité de l'élevage au Burkina Faso (PRECEL)** qui devrait permettre **l'amélioration de la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production de bétail**.

Adoption de l'Initiative présidentielle pour la production agricole 2023-2024

L'Initiative présidentielle pour la production agricole 2023-2024 a été [adoptée](#) par le Conseil des ministres le 31 mai 2023. L'initiative vise entre autres : (i) la satisfaction de la demande nationale en riz et (ii) la reconversion des forces combattantes au métier de l'agriculture après la guerre contre le terrorisme, à travers la production du sorgho, du maïs et du mil par les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Plus de 1 000 militaires, 2 000 VDP et 4 000 personnes déplacées internes (PDI) seront impliqués dans cette initiative dont le coût global est évalué à 22,2 Mds FCFA (33,8 M EUR). Le gouvernement espère qu'elle permettra la production de 190 000 t de céréales et de légumes sur près de 11 000 ha.

🍷 Cap-Vert

Hausse des exportations de 20% en g.a en avril 2023

Selon les données provisoires du commerce extérieur pour avril 2023 de l'Institut national de la statistique (INE) du Cap-Vert, [les exportations ont augmenté de 20,2%](#) et les importations de 3% par rapport à avril 2022. Toutefois, sur la période, le déficit de la balance commerciale a augmenté de 1,9% en g.a. **L'Espagne est en tête des clients du Cap-Vert et a absorbé 46,8% de ses exportations, 29,5% pour l'Italie et 17,1% pour le Portugal**. Les exportations étaient constituées grande partie de préparations en conserves (74,5%) et de vêtements (10,9%). En ce qui concerne les importations, le Portugal (48,1%) et l'Espagne (14%) étaient les deux principaux fournisseurs du Cap-Vert. Les importations étaient très variées, avec néanmoins une part de 14% pour les combustibles.

10 M EUR pour un projet pilote de production d'eau pour l'agriculture

La société Heliodon Energia [a signé](#) un protocole d'accord avec l'entreprise Cap-verdienne Agua

de Rega pour développer un projet de production d'eau par condensation. Ce projet prévu pour début 2024 vise à construire une unité pilote de production d'eau pour l'irrigation. Le projet qui a été signé en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Environnement capverdien est budgétisé à 10 M EUR, et comprend l'équipement, mais aussi la construction de réservoirs de stockage et d'adduction d'eau.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

La production industrielle en hausse de 4,7% en g.a au 1^{er} trimestre 2023

La production industrielle en Côte d'Ivoire a progressé de 4,7% en g.a lors du premier trimestre 2023. Cette croissance est tirée par l'industrie manufacturière (+4,5% en g.a et contribuant à hauteur de 2,9 p.p à la croissance de l'industrie), en lien avec la forte progression de la branche raffinage pétrolier et la cokéfaction (+29,4% en g.a) et de la branche travail du caoutchouc et du plastique (+8,8% en g.a). Le second moteur de la croissance est l'industrie extractive (+3,9% en g.a et contribuant à 1,1 p.p à la croissance), grâce notamment à la forte progression de l'extraction de minerais métalliques (+10,1% en g.a).

Inauguration du nouveau terminal céréalier du Port d'Abidjan

Le 30 mai 2023, s'est tenue la cérémonie de mise en exploitation du nouveau terminal céréalier du Port Autonome d'Abidjan. La construction de l'infrastructure avait débuté en janvier 2020 pour un coût global de 70 Mds FCFA (106,7 M EUR), financé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale. Elle permettra au port d'Abidjan d'améliorer la cadence de traitement des navires et des marchandises. D'autres projets de modernisation sont encore en cours, notamment ceux des terminaux minéralier et fruitier. Le port d'Abidjan est l'un des leaders en Afrique de l'Ouest, avec un trafic global de 28,3 Mt de tonnes en 2022.

🇬🇲 Gambie

La Banque centrale relève son taux directeur de 200 pdb à 16%

Le 31 mai 2023, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la Gambie (CBG) a décidé de relever le taux directeur de 200 points de base (pdb) à 16%, après avoir passé en revue l'évolution de la situation économie nationale et internationale. Le CPM a relevé que l'inflation continuait d'augmenter, s'établissant à 17,4% en glissement annuel (g.a.) en avril 2023 contre 13,7% en g.a. en décembre 2022. Le taux de croissance de l'économie gambienne s'est élevé 4,9% en 2022 et est projeté à plus de 4% en 2023. En outre, les réserves de changes se sont établies à 451,9 M USD à fin avril dernier, permettant de couvrir 4 mois d'importation.

🇬🇳 Guinée

Des groupes miniers s'engagent pour l'emploi local et la formation

Plusieurs groupes privés se sont récemment engagés à promouvoir la formation et l'emploi local en Guinée. Le 29 mai, le Ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi a signé un accord de partenariat avec la société Winning Consortium Simandou d'un montant de 1 M USD sur deux ans. Cet accord contribuera au renforcement des capacités de l'AGUIPE (Agence guinéenne pour la promotion de l'emploi) et de la Direction nationale de l'emploi et de l'entrepreneuriat. Le ministre a souligné que cet accord marque le début d'un partenariat plus large avec toutes les parties prenantes du projet Simandou, qui englobe également la promotion du contenu local. Par ailleurs, le 31 mai, la filiale Simfer du minier Rio Tinto et ses sous-traitants ont signé un accord-cadre établissant les exigences spécifiques en matière d'emploi local dans le cadre du projet Simandou. Ainsi, cet accord instaure entre autres la priorité à l'emploi de guinéens et le fait que tous les postes

non-qualifiés devront être occupés par des membres des localités dans lesquelles auront lieu les projets miniers.

Guinée-Bissau

Accord au niveau des services du FMI au titre de la 2^{ème} revue FEC

Les autorités bissao-guinéennes sont parvenues à [un accord](#) avec les services du FMI au titre de la 2^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit. Cet accord est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI et permettra l'octroi d'un montant de 2,4 M DTS (3,2 M USD), portant ainsi le montant total des engagements du FMI en Guinée-Bissau à 7,1 M DTS (9,5 M USD). La mise en œuvre du programme est jugée globalement satisfaisante par les services du FMI. Selon le communiqué, la croissance économique s'est modérée à 4,2% en 2022. La flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant a porté l'inflation à 7,9% en moyenne et a contribué à creuser le déficit du compte courant.

Mali

Le FMI a effectué des consultations au titre de l'article IV

Le 23 mai 2023, le Conseil d'administration du FMI a conclu les consultations au titre de [l'article IV](#) avec le Mali. Les services du FMI ont relevé que le Mali avait subi de nombreux chocs internes et externes depuis 2020, dont 2 coups d'État, l'insécurité, des sanctions économiques, la pandémie de COVID-19 et une forte inflation (10% en 2022) en conséquence de la guerre en Ukraine. Si la croissance du PIB réel, passée de 3,1% en 2021 à 3,7% en 2022, témoigne de la **résilience de l'économie**, celle-ci est à relativiser. **En effet, dans un contexte d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire**, la soutenabilité de la croissance est suspendue à de nombreux défis institutionnels et économiques (réformes de la gouvernance, protection des plus vulnérables et

investissement dans la santé et l'éducation). A court-terme, la consolidation budgétaire recommandée par le FMI pour ramener le déficit (proche de 5% du PIB en 2022) à 3% du PIB en 2025 nécessiterait notamment une plus grande mobilisation des recettes domestiques et une maîtrise de la masse salariale du secteur public.

Niger

Signature d'accords avec SINOPEC pour l'exploitation d'hydrocarbures

Le 26 mai 2023, le Ministre du Pétrole et le Vice-Président de la Société pétrolière et chimique de Chine (SINOPEC) ont [signé](#) un mémorandum d'entente pour l'exploitation de plusieurs blocs pétroliers au Niger. Estimées à près d'un milliard de barils, les importantes réserves pétrolières découvertes au Niger entre 2008 et 2017 suscitent l'intérêt de nombreuses compagnies, mais seule la China National Petroleum Corporation (CNPC) assure depuis 2011 la production pétrolière du pays. La production nationale **s'élève aujourd'hui à 20 000 barils/jour** et devraient s'élever à 110 000 barils/jours grâce à la mise en service en fin d'année du pipeline financé par la Chine du Niger au Bénin.

80 M EUR mobilisés par l'UE au service du développement du pays

Le 26 mai 2023, le Ministre chargé des Affaires étrangères a [signé](#) quatre nouvelles conventions de financements avec la délégation de l'Union européenne, pour un montant total de 53 Mds FCFA (80,8 M EUR). Ces accords portent sur les secteurs de (i) l'eau (construction d'un centre d'alimentation en eau potable à Téra), (ii) de l'énergie (renforcement des réseaux de distribution électrique), (iii) du développement agricole durable (amélioration des pratiques agricoles et développement de la grande muraille verte à Maradi et Agadez) et (iv) de la sécurité intérieure (appui au maillage des forces de sécurité intérieure). Ces conventions **s'inscrivent dans le cadre** du programme de coopération pluriannuel (2021-2027).

22 M EUR de l'AFD pour deux projets de développement

Le 31 mai 2023, le ministre nigérien des Finances et l'Agence française de développement (AFD) ont signé deux conventions de dons d'un montant total de 22 M EUR. La première convention (10 M EUR) soutiendra le projet d'appui à la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables (PASAM 5). La seconde convention (12 M EUR) est quant à elle appuiera le projet de prévention Sud-Ouest, afin d'apporter des réponses aux défis multiformes auxquels la région fait face.

🇸🇳 Sénégal

Le gouvernement envisage d'augmenter la subvention à l'importation de taureaux géniteurs

Le Premier ministre et ministre de l'Élevage et des Productions animales a présidé le 27 mai dernier la cérémonie de réception des taureaux géniteurs importés du Brésil. A noter que 675 M FCFA (1 M EUR) ont été décaissés par l'État pour subventionner l'acquisition de 300 taureaux. En effet, les taureaux ont été importés à 4,5 M FCFA (6 860 EUR) l'unité et revendus aux éleveurs pour moitié prix. Le Premier ministre a par ailleurs annoncé que l'État prévoit de subventionner l'importation de 1000 géniteurs par an pendant 5 ans. Cette opération, fruit d'un partenariat entre le ministère et le Groupe pour l'amélioration génétique de l'élevage pastoral et extensif au Sénégal (Gepes), répond à une demande forte de la part des éleveurs qui souhaitent améliorer la valeur génétique de leurs troupeaux.

Le projet Agropole sud permettra de créer 49 500 emplois directs et indirects

Établi dans la région de la Casamance et financé par la Banque africaine de développement, le projet d'Agropole sud (qui fait partie de la stratégie de création de 5 agropoles dans l'ensemble du pays) vise à valoriser les produits de la région tels que l'anacarde, le maïs et la mangue. L'objectif étant de créer des unités de transformation afin conserver localement la valeur ajoutée de la chaîne de production et ainsi de permettre aux producteurs d'en bénéficier davantage. Selon le coordonnateur du projet, il permettra la création de 14 500 emplois directs et 35 000 emplois indirects.

🇲🇵 Togo

ATOS et IDEMIA réaliseront le système national d'identification biométrique

Le 1^{er} juin 2023, l'Agence nationale d'identification (ANID) a annoncé avoir retenu les entreprises françaises ATOS et IDEMIA pour la conception du système national d'identification biométrique. Ces deux sociétés spécialisées dans la sécurité numérique vont concevoir une solution d'identification qui s'appuie sur une technologie de reconnaissance de l'iris, du visage et des empreintes digitales. L'objectif du projet, soutenu par la Banque mondiale, est de doter toutes les personnes physiques d'un numéro d'identification unique, afin de simplifier les démarches administratives. C'est dans cette perspective que le Président togolais a récemment annoncé un recensement prochain dans le but de fournir une carte biométrique à chaque togolais.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international